

## Et l'islam dans tout de chaos ?



Par **Henri ROURE**

Je suis effondré devant la situation actuelle de mon pays et l'incompétence, aggravée de lâcheté et d'allégeance à l'étranger, de ceux qui ont obtenu le droit de nous gouverner. Ils y sont parvenus par la ruse, le mensonge et la désinformation. Cooptés au sein d'une même caste, ils ont, en outre, été aidés, soulignons-le, par la piètre qualité de la plupart de leurs concurrents. Ils ont agi sous la direction très probable d'officines financières et idéologiques d'apparence supranationales, mais toutes d'obédience anglo-saxonne. Notre peuple en endure aujourd'hui les conséquences. Ces ambitieux sans âme risquent d'en pâtir aussi et, un jour, d'être emportés dans une tourmente autrement plus grave que celle que nous connaissons actuellement.

Je constate que seule la France est concernée par ces émeutes. Elle n'est pourtant pas le seul pays du continent européen à subir une invasion migratoire. Elle est, dans ce domaine, une fois encore, une exception. Pour être synthétique, elle subit les suites logiques de l'incapacité de ses dirigeants à la fermeté à l'égard de l'UE et à concevoir une politique africaine reposant sur le respect, l'amitié, la détermination, la coopération et la constance. Leur poltronnerie se révèle surtout à l'égard de l'Algérie islamisée dont les jeunes ressortissants mènent cette violente contestation. La guerre d'Algérie se poursuivrait donc, mobilisant les effectifs énormes de 45 000 hommes, policiers et gendarmes, et causant plus de dégâts matériels que les attentats de cette époque où la France s'étendait de Dunkerque à Tamanrasset.

Les psychologues donneront toutes sortes d'explications ésotériques sur le mal-être d'une jeunesse afin de continuer à tenter d'aveugler les citoyens sur la vérité d'une guerre qui leur est menée, proposant des solutions aussi fantasmées et inadaptées les unes que les autres. Je n'en démordrai pas : s'intégrer et s'assimiler résultent d'un effort personnel et d'un désir, où l'admiration et l'attachement pour le pays d'accueil sont indispensables.

Une fois encore nous ne pouvons que relever les preuves du délabrement de notre État. Jamais sous la Vème République, il n'avait été bafoué de la sorte. Mai 68 n'était qu'un amusement d'enfants gâtés qui enlevaient les pavés, mais ne s'attaquaient pas aux attributs de la nation, ni aux biens. Agitation de Français, cette contestation printanière se situait, somme

toute, dans le compréhensible. Aujourd'hui nous sommes confrontés à autre chose.

Ce qui se produit dans ces zones arrachées à notre pays, par des bandes structurées, n'est pas la conséquence du seul gouvernement actuel, mais le fruit vénénéux d'une carence morale et d'une idéologie imposée remontant à plusieurs quinquennats. Le peuple français d'origine avec ceux qui se sont pleinement assimilés à lui, subit cette situation sans que rien ne soit fait pour traiter le fond du problème.

Que la mort d'un délinquant multirécidiviste, dans des circonstances d'un refus d'obtempérer, bien qu'à préciser, ait entraîné l'incarcération *immédiate* d'un policier, donc d'un représentant de l'État, est une preuve éloquente du lent suicide du pouvoir régalien.

On ne combat pas les idées de nation et de patrie, on n'abolit pas les frontières, on ne soumet pas le Droit à des droits étrangers, on ne laisse pas le contrôle de son économie et de sa monnaie à d'autres, on n'accepte pas la destruction de l'Éducation Nationale, on ne méprise pas la langue française, on ne porte pas atteinte à la dignité humaine, sans que ne se glisse dans le pays toutes sortes de conséquences vicieuses. Elles s'aggravent au fil des ans et finissent par devenir dramatiques.

En tentant d'abolir notre indépendance et ce qui fait la riche spécificité de la France, pour une utopique fusion dans une union avec des États voisins, tous soumis par ailleurs aux États-Unis, les gouvernants de ces dernières années l'ont engagée sur la voie du désastre.

Aujourd'hui, comme à l'accoutumée lors des précédentes flambées de violence, nos ministres matamores, appellent au respect des « valeurs républicaines », au « retour à l'État de Droit » et affirment que les responsables de cette violence seront découverts, arrêtés et sanctionnés. Ne vous récriez pas si aujourd'hui je parle d'adversaires. Ceux qui saccagent nos villes, sont des gens hostiles à notre peuple. C'est précisément la définition du mot adversaire. Ils ne sont évidemment pas français, quand bien même cet État qu'ils méprisent leur ait accordé notre nationalité et les avantages afférents.

Il s'agit de personnes obéissant à l'islam le plus traditionnel, incitées à la haine de la France par des chefs politico-religieux. Aucun d'entre-eux, d'ailleurs n'a appelé solennellement au retour au calme. Il est vrai que cette révolte ne devait surtout pas apparaître d'ordre islamique. Pourtant ces jeunes barbares trouvent leur soutien dans certains pays musulmans, dont l'Algérie. Ce pays failli a osé, par le biais d'un communiqué de presse de son *ministère des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger*, rappeler le gouvernement français à son devoir de protection envers les ressortissants algériens. Ce document donne une preuve indirecte de la non-appartenance de ces gens à notre communauté nationale. Hélas, comme dans toutes les périodes troubles, certains extrémistes et parlementaires indignes, s'imaginent tirer bénéfice de cette situation. Ces ambitieux

prospèrent quand la France va mal. Ils aspirent au *grand soir* et tentent de flatter les émeutiers en leur trouvant les plus invraisemblables excuses. Pire forfaiture, ils mettent en accusation notre Police. Ils n'imaginent pas que pour l'adversaire, ils ne sont que des *idiots utiles* recevant le même mépris que les autres Français.

Ces émeutiers sont, me dira-t-on, des ados. Réalisons bien qu'ils ne sont que l'écran d'un mouvement de fond regroupant une forte partie de ces individus qui ont refusé de s'intégrer et encore moins de s'assimiler à l'instar des migrations précédentes de chrétiens. Leur nombre ne cesse de croître et le danger d'augmenter avec l'afflux de personnes de même religion que notre soumission aux règles de Schengen nous oblige à accepter sur notre sol.

Les mêmes, prompts à trouver des explications circonstanciées, vont se chamailler sur des solutions qui toutes auront l'efficacité d'un cautère sur une jambe de bois. Dire la vérité demanderait trop de courage et ferait sortir des habitudes lénifiantes du ronron politique. La montée en puissance de cette guerre que l'islam politique, une fois encore, a engagée contre nous, sera occultée. Nous reviendrons à des débats sur le réchauffement climatique anthropique, la pollution des océans, les énergies alternatives, le soutien à l'Ukraine, les départs en vacances, les résultats sportifs et... l'aide aux malheureux migrants! Parfois, le plus discrètement possible, sauf au cas rarissime où un Français d'origine serait impliqué, les médias évoqueront très brièvement un viol, l'agression d'un conducteur de bus ou de ses passagers, une saisie de drogue et des combats aux armes de guerre entre trafiquants.

Pendant ce temps les Français d'origine et assimilés continueront à subir sans se révolter les attaques des églises que ces mêmes médias chercheront à dissimuler, les assassinats ou molestations de prêtres, les insultes racistes, les provocations des jeunes musulmans, les crachats sur les femmes aux robes trop aériennes à leur goût, l'insécurité dans les transports en commun et dans les banlieues, les vols et dégradations de biens publics et les dénis de justice quand un musulman sera en cause.

Quel peut être l'état d'esprit de nos compatriotes qui endurent les violences de ces sauvages ou les constatent?

Inévitablement ils font la comparaison entre l'attitude de l'État à leur égard et sa lâcheté face aux malversations de ces ressortissants de la religion mahométane.

Eux subissent son autorité, souvent impérative, qui leur impose la retraite à 64 ans ou ignore les revendications des « Gilets jaunes ». Ils se heurtent à l'inflation et réduisent leur consommation pour continuer à nourrir leur famille décevant. Ils font face aux licenciements avec dignité. Ils acceptent avec discipline des contraintes sanitaires que de plus en plus d'éminents spécialistes jugent aujourd'hui injustifiées. Ils s'adaptent, en râlant à peine, à la dislocation du Service Public que l'introduction d'obligations capitalistes de rentabilité agénérée. Ils s'acquittent

d'amendes pour un léger excès de vitesse. Ils paient, pour la plupart, des impôts. Mais ils voient avec rage que leur argent sert à soutenir des ONG favorisant l'invasion migratoire ou à payer des retraites aux centaines algériens. Ils se désolent de voir cet État accepter d'être volé au travers de sa Sécurité Sociale par ceux qui sont majoritairement à l'origine de l'insécurité. Ils constatent avec désespoir les écoles ne plus instruire leurs enfants, mais les endoctriner; en réalité, se disloquer sous l'action d'élèves étrangers récusant la culture française et, il faut bien le dire, d'enseignants ultra-gauchistes. Ils se sentent sans protection de l'État face à la drogue, cette arme redoutable qui circule, enrichissant, là aussi, des malfrats des banlieues émeutières et corrompant les plus fragiles des enfants du pays... Ils endurent, ils endurent, ils endurent!

L'adversaire lui, prospère sur ce délabrement à la fois moral, politique et structurel. Il sait qu'il peut de plus en plus imposer ses coutumes et usages tout en profitant des avantages offerts par la France. Il manifeste son unité et sa force en rejetant tout ce qui s'avère trop français; exigeant de la nourriture halal, pratiquant ostensiblement le ramadan, ouvrant des écoles islamiques et des mosquées ou en voilant ses femmes.

Il est vrai que la confrontation entre les références religieuses, culturelles et, au bout du compte civilisationnelles, ne milite pas en faveur de la France d'aujourd'hui.

Appartenant toujours, de fait, à un monde où l'individu doit se fondre dans le groupe et où l'État se réfère obligatoirement à l'islam, comment un jeune musulman, excité par ses aînés, peut-il accepter de se soumettre à un État qui n'applique pas la charia et prouve, au quotidien, sa peur des migrants et de l'islam? Ou se tait devant les haineuses provocations algériennes? Cet État qui tente de brandir l'étendard d'une laïcité dont les gouvernants n'ont pas lu les lois fondatrices et qui ignorent donc que ce partage de responsabilités entre l'État et les Églises, ne peut pas s'appliquer à l'islam.

Comment, affilié à un dogme rigoureux et hostile aux chrétiens et aux juifs, l'adversaire peut-il éprouver le moindre respect pour un pays qui s'aligne sur tous les dévoiements étatsuniens? Comment peut-il avoir le moindre égard pour lui qui évolue en contradiction avec l'idée de nation sur laquelle il s'est bâti? L'adversaire a relevé que l'État a fini par s'incliner devant le communautarisme. Par voie de conséquence, la communauté islamique dont nous savons par expérience historique qu'elle ne fera aucun effort pour s'intégrer, peut aisément prospérer et lancer ses tentacules. L'adversaire considère avoir en face de lui un peuple faible qui ne pratique plus sa religion. Il peut donc le soumettre.

Croyez-vous que les mariages homosexuels, les gay-prides, la valorisation des LGBTQIA+, ne soient pas regardés, non seulement par les musulmans dans le monde, mais aussi par tous les peuples encore en conformité avec leurs usages immémoriaux, comme l'avalissement des manières de vivre et un signe évident de décadence? Il suffit de lire le compte-rendu de la tentative d'explication

en Afrique de l'*ambassadeur pour le droit des personnes LGBT+*, (il fallait avoir l'esprit bien tordu en imaginant une telle fonction!) pour ouvrir les yeux sur le sentiment méprisant que le monde autre « qu'occidental » porte sur l'évolution des mœurs. Ces jeunes représentants de l'islam se considèrent aussi, probablement de manière confuse encore, à moins que certains ne le leur soufflent, comme les corps-francs de ce mouvement de fond qui, de l'Asie à l'Afrique en passant par le Moyen-Orient et l'Amérique latine, a décidé de secouer le joug des États-Unis et de leurs alliés européens. Ils voient leurs difficultés à poursuivre leur hégémonie. Ils n'ignorent pas que l'Arabie saoudite et l'Iran, et pourquoi pas l'Algérie et d'autres, demandent à adhérer aux BRICS. Leurs aînés leur racontent que l'OCS porte des coups rudes à ce qui s'est auto-proclamé « Occident » et que la Russie, avec des alliés musulmans, est sur le point de vaincre l'OTAN où la France s'est embringuée...

Que va t-il se passer ?

Les émeutes vont cesser au grand soulagement du gouvernement qui va passer à autre chose. La Police et la Gendarmerie recevront des directives nouvelles où il leur sera enjoint de faire preuve de la plus grande modération avec les musulmans. Ils ne seront pas qualifiés ainsi. Ils seront dénommés « jeunes des banlieues », mais c'est bien d'eux dont il s'agira. Quelques mesures seront prises pour les zones de non-droit, aussi peu efficaces que toutes celles que l'État a accumulées. La justice sous toutes sortes de prétextes sera encore plus clémente avec eux. Mais la haine demeurera et le fossé s'approfondira avec les Français dont le dédain pour le politique se sera aggravé. Les musulmans, assurés de leur force, vont multiplier les atteintes à la loi de notre pays. Ils seront renforcés par le flot des migrants que la France, pas davantage que ses voisins, n'a la possibilité d'absorber. Une telle situation ne pourra durer. J'en viens à confirmer ce que j'ai écrit il y a de cela quelque temps<sup>1</sup>. À la suite d'une agression contre un citoyen par des musulmans, d'un simple incident, la colère des Français éclatera. Elle montera de manière exponentielle. Ce peuple pacifique et altruiste ne peut longtemps supporter les ingérences et les atteintes à sa nature et à sa liberté. Il engagera une guerre contre l'envahisseur qui ne sera pas une guerre civile puisqu'elle aura pour objectif de combattre un ennemi étranger. La violence ne sera plus d'un seul côté. Dans le même ouvrage je signalais que les Français de souche disposaient selon Patrice Bouveret, directeur de l'*Observatoire des armements*, centre français indépendant d'expertise et de documentation, situé à Lyon, de près de 20 millions d'armes. De son côté, *Small Arms Survey*, une enquête sur les armes de poing dans le monde, menée par l'*Institut des hautes études internationales et du développement* de Genève, avance également un chiffre compris entre 18 et 20 millions d'armes à feu. D'après ce classement, la France arrive en septième position dans le monde quant au nombre d'armes rapporté à la population. C'est ce même classement qui place la France au 2<sup>e</sup> rang des pays les plus armés de l'UE. 32% des Français de souche, posséderaient une arme à feu, soit un Français sur trois. Bien sûr les munitions vont avec! Alors il faut s'attendre à un vrai conflit, d'autant plus qu'une fois le feu allumé les trafics n'auront aucun mal à s'établir pour alimenter la guerre.

PS: Je dois dire que fils et très proche d'officiers de Tirailleurs algériens

et marocains, et parent ou ami de personnes majoritairement liées à l'Afrique du Nord, j'ai écrit ces lignes avec amertume et beaucoup de peine, mais elles s'inscrivent dans mon combat pour le retour à une France grande, digne et respectée.

Henri ROURE

1 Henri ROURE : ***Nous gagnerons cette guerre !*** (analyse des causes, moyens, et modalités dans l'affrontement possible avec l'islam) Ed2A, novembre 2019; 148 pages